

Habitation—Loi

tries de transformation par la production accrue de matériaux de construction et d'articles d'ameublement bénéficiera peut-être davantage à l'économie. Il y a des signes actuellement que notre économie nationale s'améliore à mesure que la situation mondiale se rétablit. Ce regain d'activité dans les industries de la construction et de la transformation aidera à redonner confiance dans l'économie et à assurer l'accroissement de la productivité dans le pays, à mesure que nous sortirons de la situation actuelle.

Le nouveau programme d'habitation est une partie importante de l'offensive du gouvernement contre l'inflation. Les Canadiens disposeront d'un plus grand nombre de logements de bonne qualité, à des prix à leur portée. Cette initiative fera beaucoup également pour mettre fin aux critiques selon lesquelles la réglementation des prix et des salaires va engendrer un déclin de la croissance économique. Bien au contraire, nous espérons enrayer ainsi l'inflation tout en stimulant la productivité, grâce à un solide marché du logement et à une reprise dans le secteur de la construction.

Grâce à ce programme, le gouvernement fédéral s'engage à encourager la mise en chantier d'un million de nouveaux logements au cours des quatre prochaines années. Ce chiffre suscitera sans doute des protestations des sceptiques qui diront que c'est un objectif impossible à réaliser, mais comme le secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Gauthier (Ottawa-Vanier)) l'a fait remarquer hier à la Chambre, nous sommes déjà certains de réaliser notre objectif de 210,000 mises en chantier en 1975. Ce programme est ce dont les Canadiens ont besoin et ils l'ont demandé. Dans toutes les élections fédérales et provinciales, qui ont eu lieu récemment, le logement a été mentionné comme un des problèmes numéro un. Il faut donc féliciter le ministre pour offrir aux Canadiens un tel programme qui mérite certainement l'appui de la Chambre. J'espère que mes collègues feront en sorte qu'il soit appliqué immédiatement.

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame l'Orateur, j'ai été élu il y a trois ans, et chaque année a été marquée par divers programmes de logement proposés par le gouvernement. Il semble que tous les ans, on présente un nouveau programme de logement très prometteur.

M. Orlikow: On pourrait même dire plusieurs fois par an.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Eh oui, même plusieurs fois par an, comme le dit mon honorable ami à ma gauche.

Ce soir, je voudrais relever certaines remarques au député de Kingston et les Îles (M^{le} MacDonald). Il y a un mois, alors qu'elle répliquait à une déclaration du ministre d'État des Affaires urbaines (M. Danson), elle se fit le porte-parole de notre parti en disant que nous accueillons avec joie toute initiative du gouvernement visant à stimuler l'industrie de la construction domiciliaire, d'autant que celui-ci, au cours des 18 derniers mois, a certainement provoqué la crise qu'a traversée ce secteur très important de notre économie.

Elle a ajouté qu'elle trouvait plusieurs lacunes fondamentales dans le programme présenté par le ministre, et notamment que les mesures proposées ne parviendraient même pas à procurer des fonds hypothécaires suffisants à la réalisation du programme. Deuxièmement, il n'était nullement question dans la déclaration du problème important que posent les taux d'intérêt élevés. J'y reviendrai plus tard. Finalement, elle a déclaré que le programme a négligé de tenir compte de la nécessité de

poursuivre une politique soutenue en matière d'habitation. Elle a affirmé qu'on y fait à peine allusion à la collaboration avec les provinces et a ajouté en terminant qu'il n'y avait rien de novateur dans les mesures proposées. Je suis d'accord avec ma collègue de Kingston et les Îles.

La crise du logement est en grande partie un problème local. Je ferai remarquer à la Chambre qu'à de nombreux endroits au Canada, il n'y a pas de pénurie de logements, au contraire. Par exemple, à Squamish, en Colombie-Britannique, à proximité de Vancouver, il y a une surabondance de maisons de toutes sortes, des unifamiliales, des immeubles locatifs et ainsi de suite. La raison en est que les locataires sont mobiles et peuvent se déplacer. Si l'emploi d'un locataire prend fin, il n'a qu'à déménager. Toutefois, on ne peut pas déplacer son logement. Les logements demeurent longtemps sur place. Ils sont stationnaires, sauf les roulottes qu'on croise sur la grand-route.

Il y a un excédent de logements ailleurs qu'à Squamish. Dernièrement, au comité des comptes publics, dans cet édifice même du Parlement, nous avons étudié la question des logements à Gimli, au Manitoba. Il y avait un excédent de logements et le ministère de la Défense nationale assumait les frais de l'excédent. Les gens de Gimli, Manitoba, acculés à une pénurie de maisons sur le marché privé, ont essayé de faire accepter au gouvernement le partage des dépenses relatives aux logements. Les logements étaient inoccupés et coûtaient de l'argent au gouvernement. Le gouvernement allait-il dire, oui, nous laisserons les gens de Gimli, Manitoba, partager les frais, louer les logements et alléger ainsi la charge des contribuables canadiens?

Une voix: Jamais de la vie!

M. Clarke (Vancouver Quadra): Jamais de la vie, madame l'Orateur. Ces logements sont restés vides pendant je ne sais combien d'années, à la charge des contribuables du Canada.

Nous entendons souvent parler de la crise du logement et des innombrables projets du gouvernement pour y remédier. Quiconque se penche sur la situation du logement doit constater que nous ne manquons pas de maisons, mais d'argent. Voilà ce qui cloche. Si vous avez de l'argent, vous pouvez trouver des logements, vous pouvez acheter, louer n'importe quelle sorte de maison où vous le voulez ou presque. Si vous n'avez pas d'argent, ou pas assez, vous restez en plan. Je vais démontrer au cours de mes observations qui traînent en longueur...

● (2040)

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Qui traînent en longueur?

Des voix: Oh, oh!

M. Clarke (Vancouver Quadra): Mes amis ne trouvent pas que mes observations traînent en longueur. J'espère démontrer que le gouvernement est à l'origine de la pénurie d'argent et du coût élevé du logement dans le pays. Je dois remonter dans le temps. Près de trois ans se sont écoulés depuis que j'ai parlé pour la première fois du logement à la Chambre.

M. Broadbent: Rien n'a changé.

M. Clarke (Vancouver Quadra): C'est vrai. À l'époque, j'ai fait une déclaration qui a bien amusé les ministériels. J'ai dit que si le gouvernement se retirait du domaine de l'habitation au Canada, l'industrie de la construction domiciliaire fournirait les logements dont les Canadiens ont besoin. Ils ont bien ri. Trois ans se sont écoulés. Combien de projets ont-ils mis de l'avant? Comme disent mes amis à ma gauche, rien n'a changé.